



Les salariés des Papeteries devant la Préfecture à Avignon où se déroulaient les dernières discussions sur le Plan social... La bataille des indemnités et des primes de licenciements terminée, celle de trouver une solution pour relancer une activité s'intensifie.

MALAUCENE. Après la rencontre avec le chef de cabinet du ministre de l'industrie : satisfaction mais vigilance.

Les papeteries deviennent une priorité de l'Etat

■ En la personne de Jean-Michel Drevet, Préfet de Vaucluse depuis août 2007 - jusqu'à sa nomination en tant que directeur de cabinet du nouveau ministre, Christian Estrosi -, c'est un interlocuteur au fait de la situation locale qu'a rencontré la délégation de Malaucène au ministère de l'Industrie. En deux heures d'entretien, mardi, M. Drevet a convaincu ses interlocuteurs de l'engagement de l'Etat sur ce dossier. Thierry Georges, responsable de l'union locale CGT de Vaison-La-Romaine, comme les autres membres de la délégation, est convaincu que « l'Etat va faire une priorité de ce site ».

La délégation, composée des syndicats et d'élus locaux, voulait « obtenir des garanties pour l'avenir industriel du site ».

Des engagements concrets

Et c'est la question de la recherche de repreneurs qui était au centre, la délégation ayant dénoncé à la fois « l'attitude de Schweitzer Mauduit qui ne facilite pas d'éventuels repreneurs » et « l'extrême opacité dans laquelle les missions du cabinet Altedia, chargé de la recherche de repreneur, se déroulent ». Pourtant il y a urgence : « les échéances fixées par le Groupe Schweitzer Mauduit pour fermer

au 31 août rendent difficiles une recherche de repreneurs efficaces. »

M. Drevet s'est engagé à obtenir 2 mois supplémentaires pour les recherches de repreneurs. Et il a manifesté l'engagement de l'Etat par la nomination de référents directs au sein d'une « cellule opérationnelle conjointe Cabinet du Ministre et Direction Générale de l'Industrie », sans oublier une mobilisation des différents services de l'Etat pour favoriser tout projet crédible permettant de revitaliser le site. Une prochaine rencontre de ce « dispositif Etat-CGT-élus » est déjà programmée pour début septembre. Si les engagements de l'Etat sem-

blent satisfaisants, Thierry Georges souligne que la CGT n'abandonne pas son action : puisque le groupe Schweitzer-Mauduit rassemble 4 sites français (Quimperlé, Le Mans, Saint-Girons et Malaucène), « la fédération nationale s'empare du dossier. Nous allons contacter directement tous les repreneurs déclarés, et vérifier les pistes qui n'ont pas été exploitées. » Malaucène va ainsi devenir un projet-pilote pour prouver que « rien n'est inéluctable », et un grand rassemblement « d'envergure nationale » devrait avoir lieu à Malaucène le 26 août prochain.

LYDIE MALLE